

DECISION DU MAIRE

BAIL RURAL

Le Maire de la Commune de Frossay, (Loire-Atlantique),

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 2122-22,

**VU** la délibération n°23-2020 du Conseil Municipal en date du 25 mai 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire, autorisant celui-ci à décider de la conclusion et de la révision de louage de choses,

**CONSIDERANT** la nécessité pour la Commune de Frossay d'instituer des baux ruraux afin de tenir compte notamment des dernières acquisitions foncières et dans un souci de clarification, de simplification et d'harmonisation des actes,

**DECIDE**

- 1) **DE CONCLURE** un bail rural avec Monsieur Camille PRIN,
- 2) **QUE** ce bail est consenti pour une période de NEUF ANNEES entières et consécutives commençant à courir le 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour prendre fin le 31 décembre 2032,
- 3) **QUE** les taxes pour améliorations foncières collectives (taxes de remembrement, de marais, etc..) seront réglées pour moitié par le bailleur et pour moitié par le preneur. De même, les frais de curage des fossés dans les marais seront pris en charge à parts égales par le bailleur et le preneur,
- 4) **QUE** le présent bail à ferme est consenti et accepté moyennant un fermage ANNUEL par ha de :

Section cadastrale	Numéro de parcelle	Surface	Prix / hectare 2023
ZB	61	2 ha 77 a 50 ca	88,45 €
ZB	62	1 ha 62 a 73 ca	88,45 €
ZB	63	36 a 19 ca	88,45 €
ZB	64	1 ha 89 a 51 ca	88,45 €

- 5) **QUE** le prix est actualisé au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, en fonction de la variation de l'indice national des fermages publié annuellement par arrêté ministériel. L'indice de référence est celui paru en juillet 2023, soit 116.46.
- 6) **DE DIRE** que le Maire de Frossay et le comptable public assignataire de Paimboeuf sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Frossay, le 19 décembre 2024  
Pour ampliation conforme au registre.

Le Maire  
Sylvain SCHERER



Le Maire,

Sylvain SCHERER

Notifié ou affiché le :

La présente décision pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification aux intéressés ou de sa publication :  
- par un recours gracieux, à adresser à l'attention de M. le Maire ;  
- par un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes ;  
- par la saisine de Monsieur le Préfet de la Loire-Atlantique en application de l'article L.2131-8 du Code général des collectivités territoriales

Accusé de réception en préfecture  
044-214400616-20241219-D12-2024-DE  
Date de télétransmission : 31/12/2024  
Date de réception préfecture : 31/12/2024